



Lettre d'information n°9 - Octobre 2010

Chère amie, Cher ami,

Après l'été nous avons tous repris nos activités habituelles. A l'école, dans nos associations, dans nos structures, chacune et chacun avons recommencé inlassablement à travailler pour l'éducation, formelle ou informelle, à agir pour l'accès de toutes et tous à la culture, à la connaissance, à l'éducation.

Dans ce numéro, plusieurs éléments d'actualité. D'abord, ce mois-ci s'est tenue à New-York la conférence sur les objectifs du Millénaire. Nous, praticiens et chercheurs de l'éducation savons que le compte n'y est pas, que les fameux objectifs ne pourront pas être atteints sans un sursaut des Etats et des sociétés civiles de tous les pays. Au même moment est sorti un « eurobaromètre », outil de mesure de la pensée et des positions des Européens sur ce thème et sur la perception des citoyens d'Europe sur les OMD.

En France, mais cela concerne aussi la Moldavie, la Roumanie, et plus généralement l'Europe, le gouvernement Français a adopté des positions inacceptables, discriminant les ROMS et également les étrangers. Des voix se sont levées pour protester, pour dire l'indignation devant cette position excluante, si contraire à l'histoire de la France. Nous avons également interrogé Tiassay ZIBA, notre président, nouvellement élu pour avoir une vision depuis la LIEECP. Nous reproduisons ici l'article qui sera publiée dans la revue « Les Idées en Mouvement » éditée par la Ligue Française de l'Enseignement.

Enfin, et c'est l'actualité quotidienne de chacun d'entre nous, un point sur les activités d'une de nos associations membres, Enfances 2/32 de Colombie.

Pour finir, dans l'envoi postal, vous recevrez un exemplaire du Manifeste adopté lors du Congrès de la Ligue de l'enseignement en France, en juin dernier. Ce Manifeste « FAIRE SOCIETE » veut avoir une portée universelle. Nous allons le faire traduire en Anglais, Espagnol, Italien, Roumain, Arabe, Allemand. Si vous souhaitez le faire traduire dans une des langues de votre pays c'est possible, et nous serions très heureux de pouvoir le transmettre au nom de la LIEECP à la Ligue Française.

Bonne lecture et au mois prochain pour des nouvelles (que vous pouvez nous faire passer.....)

David LOPEZ

Sommaire

Infos

Page 2 : Les migrations et le développement vus par Tiassay ZIBA

Focus

Page 3 : Eurobaromètre : « Les européens, l'aide au développement et les Objectifs du millénaire pour le Développement »

Plus

Page 4 : Nouvelles du projet Enfance 2/32 en Colombie

Les migrations et le développement vus par Tiassay ZIBA, Président de la LIEECP

Migrations et développement sont intimement liés. La France, comme d'autres états européens, sont des pays d'immigration. Ils l'ont quelquefois favorisée pour assurer tout ou partie de leur développement économique et industriel. Depuis quelques années, la situation en France a radicalement changé. La conjoncture économique pousse les décideurs à mettre en place des politiques de restriction de l'immigration. Depuis peu, l'état renvoie certains immigrés vers leur pays d'origine.

L'immigration est ainsi devenue un thème politique et médiatique majeur en France. Les immigrés sont stigmatisés et montrés comme des « profiteurs » de notre système.



Tiassay ZIBA au congrès de la Ligue française de l'enseignement à Toulouse en juin 2010.

M. ZIBA :

« Depuis mon enfance, j'ai pu constater que l'immigré quitte son pays par nécessité, à cause d'un malaise, ou du sous-développement. Ceux qui partent sont responsables d'une partie de leur communauté d'origine. Ils peuvent contribuer à l'amélioration de la vie de leur famille, de leur village, via des envois d'argent, par exemple. Ils peuvent aussi faire évoluer leur société d'accueil. »

M. ZIBA s'exprime ensuite sur l'actualité Française:

« La situation des roms en France crée un malaise. Je l'ai vu moi-même quand je vivais en France. Le traitement actuel de la question est trop violent. Le lien existe avec les migrations : les roms sont partis de chez eux par nécessité, en réaction à des difficultés. Il faut peut être essayer de régler les problèmes dans les pays d'origine des immigrés. L'émigration n'est pas un processus anodin; elle relève d'une situation de crise dans le pays d'origine du migrant, et il est permis de douter que les y renvoyer contribue à redresser cette situation. »

La politique actuelle de l'État français s'attaque aux conséquences du problème sans chercher à en résoudre les causes. Il faudrait s'attaquer de manière équilibrée aux problèmes du développement. La LIEECP tente modestement de le faire à partir de l'éducation.

Propos recueillis par Thibault CHABIRAND

Article tiré de la revue « Les idées en mouvement », n° 182, du mois d'octobre 2010.

Eurobaromètre : « Les européens, l'aide au développement et les Objectifs du millénaire pour le Développement »



L'eurobaromètre est le plus important dispositif récurrent d'études d'opinion au monde: 27 pays sondés une dizaine de fois par an, des enquêtes barométriques, d'autres *ad hoc*, des résultats traduits en 23 langues, et un contrat à 65 millions d'euros sur 4 ans. Si l'eurobaromètre est donc un « mastodonte », il n'en reste pas moins un sondage bénéficiant d'une rigueur méthodologique très importante; ses résultats constituant à la fois des données originales et fiables.

Le dernier eurobaromètre en date, publié en septembre 2010, porte sur un sujet qui intéresse fortement la LIEECP : le regard que portent les européens sur l'aide au développement.

A leur première lecture, les chiffres donnés par ce numéro de l'eurobaromètre semblent prometteurs. Ainsi, à la question « Selon vous, est-il très important, plutôt important, pas très important ou pas du tout important d'aider les populations des pays en voie de développement », 89% des européens répondent accorder de l'importance à l'aide au développement. Ces chiffres sont très stables : en 2004, 91% des européens répondaient de la même manière à cette question. Cette stabilité peut s'expliquer de diverses manières : il est possible qu'un taux incompressible ait été atteint, que ce chiffre ne puisse être augmenté ; il est plus probable que la crise économique, sans briser la volonté des européens d'apporter leur pierre à l'édifice du développement, ait empêché ce taux d'augmenter encore.

Le degré d'implication des européens mérite également d'être observé. Ainsi, si l'eurobaromètre révèle que 30% de l'opinion publique européenne estime agir concrètement en faveur de l'aide aux pays en voie de développement, seul 4% est bénévole dans une organisation agissant dans ce sens, les 26% restant participant financièrement à l'aide au développement. Par ailleurs, 42% des sondés soutiennent l'idée de l'aide au développement sans s'engager d'aucune sorte, et 21% y sont indifférents.

L'eurobaromètre révèle par ailleurs que ce sont les pays les plus récemment entrés dans l'UE qui sont les plus indifférents à l'aide au développement. Ainsi, chez les 12 nouveaux entrants, 80% de la population interrogée soutient passivement l'aide aux pays en voie de développement, ou y est indifférent. Ces pays, durement touchés par la crise, et bénéficiant d'un niveau de vie moins élevé que les pays de « l'Europe des 15 », ne sauraient être taxés d'égoïsme ou d'individualisme. Le poids de l'histoire joue à plein, et ces pays peuvent légitimement considérer qu'ils devraient être les premiers destinataires des attentions de leurs voisins européens.

Il n'en reste pas moins que ces chiffres démontrent qu'un travail de fond doit être effectué par les Organisations de la Société Civile travaillant sur l'aide aux pays en voie de développement en Europe, dans un but de promotion de l'aide au développement, qu'elle soit à destination de nos proches voisins ou de pays plus éloignés.

L'eurobaromètre est disponible au téléchargement en format pdf, en français et en anglais, sur le lien suivant : http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb_special_fr.htm#352

Les activités du REDEC : actions pédagogiques

La Fondation Enfances 232 France Colombie est une ONG de droit colombien créée à Pereira (département du Risaralda) le 12 avril 2002, comme filiale de l'association Enfances 232, dont le siège se trouve à Revigny sur Ornain (Meuse) en France.

Son objectif est de garantir, promouvoir et diffuser les droits des enfants consacrés dans la Convention Internationale des Droits de l'Enfant de novembre 1989, et repris dans les Constitutions colombiennes et françaises.

Son appellation fait référence aux articles 2 et 32 de la Convention : « l'enfant a droit à ne pas être discriminé » (art. 2) et « l'enfant a droit à être protégé contre l'exploitation économique » (art. 32).

La fondation bénéficie depuis 2006 du soutien de la campagne « Pas d'Éducation, pas d'Avenir ! », dans le cadre du « Projet des 50 ». En 4 ans et trois campagnes, de nombreuses initiatives ont pu être soutenues. En voilà une liste non exhaustive :

- Suivi sanitaire et nutritionnel des enfants, équipements scolaires, rénovation des locaux. Repérer et accueillir la population infantile en situation de risque majeur du quartier de « las Hortensias », en 2006.
- Soutien scolaire personnalisé, projet « petite enfance » qui, via des activités ludiques, a consacré l'entrée d'enfants de moins de 7 ans dans la fondation, ou encore signature d'une « Charte de la Laïcité », en 2008.

Pour la campagne 2010, la fondation Enfances 232 a mis au point des objectifs ambitieux, qui soulignent la qualité de son intégration locale à Pereira, selon deux axes principaux :

- La mise en place d'activités périscolaires, culturelles et sportives, « afin d'élargir les centres d'intérêt des enfants, de leur donner accès à des activités qu'ils ne pourraient effectuer sans l'aide de la Fondation ».
- La création de deux salles dédiées : une salle consacrée aux ressources documentaires (bibliothèque, centre documentaire...) et un espace de travail comprenant notamment encyclopédies et postes informatiques, mettant à la disposition des enfants des ressources numériques auxquelles ils n'ont pas accès ailleurs. Enfin, un laboratoire de langue, dédié à l'apprentissage du français, devrait voir le jour.

Recevoir la lettre de la Ligue Internationale

Pour être ajouté à la liste de diffusion et recevoir automatiquement la lettre de la LIEECP, ou si vous avez des informations relatives aux actions de la Ligue Internationale, merci de contacter Clémentine SAVOIE: csavoie@laligue.org



Ligue Internationale de l'Enseignement
de l'Éducation et de la Culture Populaire

Secrétaire général – David Lopez

Tel. 0033.1.43.58.97.94
Fax. 0033.1.43.58.97.88
Mail. dlopez@laligue.org

Contact - Clémentine Savoie

Tel. 0033.1.43.58.97.95
Fax. 0033.1.43.58.97.88
Mail. csavoie@laligue.org